



## *La presse portugaise et maghrébine des années soixante-dix, entre communauté et société*

*Une étude croisée  
de deux publications du début  
des années soixante-dix.  
Al Assifa et Jornal do Emigrante.  
La première en direction  
des Maghrébins et la seconde  
en direction des Portugais.  
Al Assifa s'adressait de façon  
militante à des lecteurs ouverts  
vers la société française.  
afin de les inscrire  
dans la communauté mondiale  
des luttes ouvrières, tandis  
que Jornal do Emigrante tentait  
pour sa part de faire adhérer  
au militantisme une population  
moins intégrée et peu engagée.*

De la fin des années soixante au milieu des années soixante-dix, le nombre de journaux édités par les immigrants maghrébins et portugais augmenta considérablement ; la plupart des associations locales publiant leur propre bulletin. J'ai choisi ici d'analyser deux mensuels, *Al Assifa* ("La tempête", publié de février 1972 à décembre 1973 par le MTA – Mouvement des travailleurs arabes) et *Jornal do Emigrante* ("Journal de l'émigrant", publié de janvier 1968 à juillet 1972 par la Ligue portugaise de l'enseignement et de la culture populaire)<sup>(1)</sup>. Le MTA étant l'organisation maghrébine la plus influente au niveau national dans les années soixante-dix, le choix d'*Al Assifa* s'est imposé naturellement. Pendant cette période, le MTA était implanté dans toutes les grandes villes de France, avec environ cinq cents militants actifs sur l'ensemble du territoire national. Du côté des Portugais, hormis le mensuel *Presença Portuguesa*, une publication œcuménique française à destination des immigrants portugais, aucun journal des années soixante-dix n'a bénéficié d'un lectorat à l'échelle nationale. Mon choix s'est finalement porté sur un mensuel parisien de gauche et visant un lectorat plus large, *Jornal do Emigrante*.

L'analyse de ces deux publications permet de mettre en valeur le paradoxe suivant : les immigrants portugais, qui ont dès leur arrivée en France ouvertement privilégié et développé un réseau de sociabilité "communautaire", ont toujours été considérés par les autorités nationales et l'opinion publique française comme "bien intégrés". Leur "intégration" apparente masque en réalité une invisibilité sociale et politique. Dans le cas des immigrants maghrébins on note une tendance inverse : alors qu'ils se sont rapidement ouverts à la société française, accueillant notamment des militants de gauche au sein de leurs associations, ils étaient, et restent aujourd'hui, mal acceptés par la communauté nationale qui les juge "mal intégrés". Il semblerait donc que ce ne soit pas le "communautarisme" qui pose

1)- Pour un inventaire  
des journaux de l'immigration,  
voir Génériques,  
*Presse et mémoire : France  
des étrangers,  
France des libertés*,  
Éditions ouvrières, Paris, 1990.

2)- Pierre Ténavian, Sylvie Tissot, *Mots à maux : dictionnaire de la lepénisation des esprits*, Éditions Dagorno, Paris, 1998, pp. 194-200.

3)- René Gallissot, Mondher Kilani, Annamaria Rivera, *L'imbroglie ethnique en quatorze mots clés*, Payot, Lausanne, 2000, pp. 55-61.

4)- En 1968, il y avait officiellement 296 448 Portugais en France, en 1975 ils étaient 758 925. Ce chiffre est cependant approximatif étant donné le nombre important de clandestins qui arrivaient à cette époque, *Annuaire rétrospectif de la France 1948-1988*, Insee, Paris, 1990.

5)- Ces tensions sont décrites abondamment dans les archives des Renseignements généraux qui surveillaient étroitement les militants d'extrême gauche, français et étrangers. Article 26, dossier 2956, carton 19800042, archives du ministère de l'Intérieur.

6)- "O que é o Jornal do emigrante ?", *Jornal do Emigrante*, juin-juillet 1968.

problème en France, mais bien l'origine nationale ou "ethnique" des auteurs de ces revendications identitaires. Le terme "communautarisme" reste à définir : il a trop souvent été utilisé dans les médias et par les hommes politiques comme un simple synonyme de "tribalisme" et de "refus d'intégration"<sup>(2)</sup>. Il me paraît possible d'offrir une définition moins polémique de ce terme. Appliqué au contexte de l'immigration, le communautarisme correspondrait au désir d'un immigrant de privilégier son appartenance à un groupe social (délimité par des critères nationaux, culturels ou linguistiques) plutôt que sa relation avec la société d'accueil<sup>(3)</sup>. Dans la France des années soixante-dix, les immigrants portugais semblent avoir privilégié une relation affective avec la "communauté portugaise", contrairement aux immigrants maghrébins qui manifestaient leur volonté de participer plus activement à la société française.

### *"Jornal do Emigrante" : une publication pédagogique*

À la fin des années soixante, près de 300 000 Portugais vivaient en France ; leur population triplera dans la décennie suivante<sup>(4)</sup>. La Ligue portugaise de l'enseignement et de la culture populaire, association autorisée par le ministère de l'Intérieur depuis 1967, regroupait des opposants de la gauche modérée au régime salazariste. Jusqu'en 1975, année de sa dissolution, elle fut soumise à des tensions internes entre militants socialistes et marxiste-léninistes<sup>(5)</sup>. Les dirigeants de la Ligue étaient tous très jeunes et, à l'exception de quelques étudiants, travaillaient comme ouvriers dans les usines ou les chantiers de la région parisienne. Leurs actions se limitaient exclusivement à la population portugaise et n'impliquaient pas de militants ou de syndicalistes français. Contrairement à la majorité des autres associations portugaises, la Ligue restait une institution laïque et indépendante de l'église catholique. Ses principales activités consistaient à résoudre les problèmes socio-éducatifs des travailleurs portugais en France et à leur apporter une assistance morale et matérielle. Des cours de français, des cours de portugais pour les enfants, ainsi que des activités théâtrales, musicales et sportives étaient organisées.

*Jornal do Emigrante* fut publié pour la première fois en janvier 1968. Tiré à dix mille exemplaires, il était distribué principalement dans les marchés et bidonvilles portugais de la région parisienne. Mensuel de six à huit pages entièrement rédigé en portugais, *Jornal do Emigrante* se définissait comme "un journal de travailleurs émigrés pour les travailleurs émigrés"<sup>(6)</sup>. Le choix d'une langue simplifiée privilégiant des phrases courtes et descriptives indique que la rédaction ciblait en priorité un lectorat ouvrier lusophone. Ce monolinguisme rendait néanmoins cette publication inaccessible à un lectorat plus large qui aurait pu inclure les ouvriers français ou francophones. Le journal comprenait à la fois des nouvelles du Portugal, des nouvelles internationales et des informations d'ordre pratique. Les rédacteurs tenaient en

particulier à informer leurs lecteurs de l'évolution de la situation politique au Portugal en insistant sur les grèves dans l'industrie, l'insatisfaction des agriculteurs et la corruption du régime salazariste. Parfois les rédacteurs commentaient en détail des articles parus dans la presse nationale portugaise, en insistant sur *"l'hypocrisie du pouvoir et de la bourgeoisie portugaise"*<sup>7)</sup>. Ces critiques virulentes inquiétaient parfois les lecteurs, qui reprochaient aux militants de la Ligue d'être *"contre le gouvernement"*<sup>8)</sup>. Un autre volet important de la publication était la "page de l'émigré". Cette page évoquait les problèmes d'ordre pratiques ou administratifs ren-

contrés par les immigrants portugais en France. Par exemple, un numéro expliquait avec précision le contenu des différentes rubriques d'un contrat de travail, un autre les modalités du système français d'allocations familiales. Cette section du journal donnait également la parole aux lecteurs, en publiant une sélection de lettres reçues ainsi que des contes ou des poèmes.

Les rédacteurs de *Jornal do Emigrante* cherchaient à faire converger les intérêts de deux populations différentes : ceux des paysans et ceux des jeunes militants qui dénonçaient l'illégitimité des guerres coloniales.

7)- "Noticias de Portugal", *Jornal do Emigrante*, mars 1970.

8)- "O Correio Dos Leitores", *Jornal do Emigrante*, juin-juillet 1968.

## *La dénonciation du colonialisme*

C'est le choix des nouvelles internationales qui trahissait le plus clairement l'orientation politique des rédacteurs du journal. Solidaires des combats nationalistes menés par les peuples colonisés en Angola, au Mozambique ou au Vietnam, ils s'efforçaient d'en expliquer les enjeux à leurs lecteurs. Insistant sur le lien entre la misère au Portugal et les guerres coloniales en Afrique, ils essayaient d'éveiller la conscience politique des immigrants afin de préparer le futur renversement du régime de Salazar. La majorité des ouvriers portugais étaient conservateurs et méfiants à l'égard de la politique. Issus du milieu rural, peu scolarisés et très proches de l'église catholique, ils reproduisaient souvent le discours anticomuniste et traditionaliste de la dictature portugaise.

Les rédacteurs de *Jornal do Emigrante* cherchaient donc à faire converger les intérêts de deux populations différentes : des paysans qui fuyaient le Portugal parce qu'ils n'arrivaient pas à survivre matériellement et des jeunes militants qui dénonçaient l'illégitimité des guerres coloniales. L'éditorial du deuxième numéro publié en mars 1968 illustre parfaitement ce désir d'établir des liens entre ces deux lectorats politiquement antinomiques : *"Ce n'est pas par accident que nous avons choisi le titre Journal de l'émigré. Ce journal s'adresse réellement à toi, émigré, qui comme d'autres centaines de milliers d'ouvriers et de paysans de notre pays, s'est résolu à venir en France, parce qu'au Portugal tu n'as pas de quoi nourrir tes enfants, à cause du salaire de misère que l'on te paye ; pour toi, jeune Portugais qui s'est résolu à venir en France, pour ne pas aller mourir ou tuer dans une guerre coloniale, parce que tu sais que cette guerre ne sert pas les intérêts des travailleurs, mais les intérêts de ceux qui l'exploitent au Portugal."*<sup>9)</sup>

9)- "Primeiras palavras", *Jornal do Emigrante*, mars 1968.

Plutôt que d'accepter leur exil comme une simple fatalité, les immigrants étaient encouragés à comprendre leur misère et leur émigration comme la conséquence des choix politiques du gouvernement portugais. L'objectif du journal était de sensibiliser ses lecteurs au lien direct entre la situation désastreuse de l'économie portugaise et la pression budgétaire, causée par les guerres coloniales. Les militants réagissaient ainsi à une remarque du ministre portugais de l'émigration qui décrivait les nombreux émigrés comme des aventuriers renouant avec le glorieux passé maritime du Portugal<sup>(10)</sup>. Cette image romantique de l'explorateur semble bien peu appropriée lorsque l'on sait que pour la seule année 1971, entre 200 à 300 Portugais pénétraient chaque jour sur le territoire français<sup>(11)</sup>.

On trouve également dans le journal une analyse de l'émigration

comme étant une situation anormale et surtout temporaire : *“Nous devons avoir toujours en tête le fait que notre présence ici est due à des conditions anormales (le manque de travail et les salaires bas qui existent au Portugal en sont la principale cause) et que pour cette raison, notre présence en France ne sera juste qu'une étape dans la vie de chacun.”*<sup>(12)</sup> Néanmoins, pour de nombreux Portugais exilés en France, le retour souhaité au pays natal restait utopique aussi longtemps que le pouvoir salazariste contrôlait le pays. Ainsi, les déserteurs et les émigrés clandestins risquaient d'être arrêtés lors d'un retour, même provisoire, et envoyés soit en prison, soit sur le front des guerres coloniales. Dans ce contexte d'avant 1974, l'émigration portugaise représentait tout autant un exil politique qu'une migration économique.

Quelle place tenait la France, le pays d'accueil, dans les thèmes développés par le journal ? On note tout d'abord que *Jornal do Emigrante* ne parlait presque jamais de la société française. À l'exception de quelques changements mineurs, ce journal aurait très bien pu être publié au Luxembourg, en Belgique, ou dans tout autre pays accueillant une minorité portugaise. Le rapport à la France n'était exprimé que marginalement à travers les notices d'ordre pratique de la “Pagina do Emigrante”. C'est la France du travail, des allocations familiales, et parfois de la police qui était représen-

***Jornal do Emigrante*,  
n° 1, janvier 1968.**

10)- “Emigrantes e Marinheiros”, *Jornal do Emigrante*, janvier 1970.

11)- Document “Situation à la frontière à Hendaye”, du 26 mars 1971. Accords internationaux sur l'immigration 1965-1971, article 1, carton 19760135, archives du ministère du Travail.

12)- “Primeiras palavras”, *Jornal do Emigrante*, janvier 1968.

tée dans ces pages et non la France politique ou culturelle. L'ouverture sur la société française des immigrants portugais s'effectuait principalement par le biais du travail et, beaucoup plus marginalement, par l'activité syndicale. Les syndicats autonomes n'étant pas autorisés à l'époque au Portugal, le concept même d'une organisation au service des ouvriers devait être expliqué aux lecteurs<sup>(13)</sup>. De plus, la majorité des Portugais occupaient des postes précaires dans l'industrie du bâtiment où traditionnellement les syndicats ouvriers étaient peu représentés.

13)- "O que é o Sindicato ?",  
*Jornal do Emigrante*,  
janvier 1970.

### *Al Assifa : un journal militant*

Alors que la communauté portugaise vivait repliée sur elle-même et préoccupée principalement par l'évolution de la situation politique au Portugal, les militants maghrébins concentraient leur attention sur la situation sociale et politique des étrangers en France. Le Mouvement des travailleurs arabes, fondé simultanément à Paris et à Marseille, s'étendait à toute la France à partir de juin 1972, selon les archives de la direction des Renseignements généraux, le MTA a été créé à Paris à l'initiative des militants arabes de divers comités (comités Palestine, comité Djellali, comité de soutien aux mal-logés, et comités maoïstes) lors d'une réunion nationale les 17 et 18 juin 1972<sup>(14)</sup>. Contrairement aux militants politiques portugais, qui étaient en grande partie rentrés dans leur pays en 1974 dès la fin de la dictature, le noyau des militants politiques maghrébins est resté étonnamment stable depuis les années soixante-dix à nos jours. C'est le même petit groupe de militants du MTA que l'on retrouve à l'origine du journal *Sans frontière* en 1979, de plusieurs radios libres dans les années quatre-vingt (telles que *Radio soleil* ou *Radio gazelle*) et de l'association Génériques. Les jeunes du MTA étaient très proches de la gauche révolutionnaire française et tout particulièrement des groupes maoïstes La cause du peuple et Secours rouge. Composé d'étudiants mais aussi de nombreux ouvriers Tunisiens, Marocains ou Algériens, le mouvement s'efforçait également de

14)- Article 158, carton  
19850087.

*Al Assifa*,  
n° 2, mai 1972.

15)- Contrairement à d'autres associations maghrébines le Mouvement des travailleurs arabes n'était pas composé ni dirigé uniquement par des étudiants ou des militants professionnels. De nombreux ouvriers, parfois même illettrés, participaient activement à la vie politique et culturelle du groupe.

16)- Entretien avec Ali Majri, le 19 septembre 2003.

17)- "Soutien aux luttes des masses arabes", *Al Assifa*, n° 1, janvier 1972.

18)- *Ibid.*

19)- Entretien avec Mimoune Hallouss, 20 novembre 2003.

20)- "Nous sommes des ouvriers, notre seule force c'est notre unité !", *Al Assifa*, n° 2, février 1972.

maintenir des liens avec des militants du monde arabe, notamment des Libanais et des Palestiniens<sup>(15)</sup>.

Le premier numéro du mensuel *Al Assifa* fut publié en janvier 1972, comme supplément à *Fédai*, une autre publication du MTA. Il comprenait cinq pages d'articles en français, accompagnés d'une traduction intégrale en arabe. Alors que *Fédai* ne parlait que de la lutte en Palestine, *Al Assifa* étendait cette lutte en y incluant les "travailleurs arabes" résidant en France. Selon un ancien militant, le terme "arabe" dans Mouvement des travailleurs arabes désignait à l'époque tous ceux que les Français appelaient "les Arabes"<sup>(16)</sup>. Mais la vocation profonde du MTA était universaliste : on retrouvait en effet les militants du mouvement au côté de nombreux autres groupes en lutte, tels que les immigrants turcs ou pakistanais, ou même les ouvriers français lors de la longue grève de l'usine Lipp en 1973.

Le soutien à la cause palestinienne servait d'élément fédérateur. Le peuple palestinien était présenté comme l'exemple de la résistance absolue, du courage face à l'oppression, comme le montre cet extrait du premier numéro : "*Malgré la prison / Malgré la terreur / Le peuple palestinien à Gaza résiste / Gaza, notre exemple !*"<sup>(17)</sup> Il faut rappeler qu'au début des années soixante-dix, les immigrants maghrébins subissaient de nombreuses agressions racistes sur tout le territoire français. Les bars ou cafés "arabes" étaient régulièrement incendiés avec des cocktails Molotov ou attaqués à l'arme à feu sous le regard le plus souvent indifférent de la police. Pour les rédacteurs du journal, la répression en France faisait clairement partie d'une oppression plus généralisée des Arabes, victimes "*des impérialistes, des sionistes, et des bourgeoisies arabes*"<sup>(18)</sup>. *Al Assifa* voulait être à la fois témoin et acteur dans le combat pour la libération des "masses arabes" aussi bien en France et au Maroc, qu'en Palestine et en Égypte.

Rédigé à la hâte avec peu de moyens, *Al Assifa* se présentait comme un journal militant. Son principal objectif était de lutter activement contre le racisme en mobilisant la population silencieuse et exploitée des ouvriers maghrébins. Contrairement à *Jornal do Emigrante*, les articles d'*Al Assifa* n'étaient pas rédigés dans une perspective pédagogique et n'abordaient pas l'action politique de manière abstraite. Les conditions objectives de la vie quotidienne des immigrants en France constituaient le point de départ de la réflexion du MTA. Inspiré par l'action sociale de terrain, le mouvement n'avait aucune difficulté pour expliquer ses initiatives aux immigrants. Par contre, il était plus difficile de les mobiliser, en raison de leur peur de la répression policière, des expulsions ou du chômage. C'est donc au cours de "tournées" organisées dans les cafés et les foyers que les militants venaient partager de vive voix leurs convictions<sup>(19)</sup>. C'est cette focalisation sur l'action directe que l'on retrouve dans l'éditorial du deuxième numéro : "*Ce n'est qu'en luttant que nous renforcerons notre unité, ce n'est qu'en luttant que nous apprendrons à lutter et à nous organiser, ce n'est qu'en luttant que nous pourrons nous préparer à remporter de réelles victoires contre la bourgeoisie et à imposer réellement notre droit à vivre dignement.*"<sup>(20)</sup>

## “Un journal des travailleurs arabes”

Les manifestations dénonçant les crimes racistes ainsi que les “marchands de sommeil” avaient souvent lieu au cœur des villes, dans des quartiers comme la Goutte d’Or à Paris ou la Porte d’Aix à Marseille. Ces actions urbaines donnaient une plus grande visibilité à la vie associative maghrébine et rendaient possible une importante participation des militants français. Le MTA soutenait à la fois des grèves et des actions socioculturelles telles que l’organisation de manifestations contre le racisme. Ces initiatives étaient ensuite relayées par le journal, qui insistait sur la nécessité pour les travailleurs d’en “tirer les leçons”, de “s’unir”, de “s’organiser” et de “lutter”<sup>(21)</sup>. Contrairement

En reliant le racisme en France avec les oppressions subies dans les pays arabes et ailleurs, le MTA présente la situation des étrangers en France comme une atteinte aux droits de l’homme plutôt qu’un problème d’immigration.

à *Jornal do Emigrante*, *Al Assifa* ne visait pas l’interaction avec ses lecteurs : on ne trouvait ni rubrique “Courrier des lecteurs” ni bulletin d’abonnement. Les informations pratiques, comme la description de la carte de travail, ou les “faits divers” sur le pays d’origine ne figuraient pas dans le journal. *Al Assifa* ne se présentait pas comme un outil d’entraide aux immigrants maghrébins en France mais comme un journal militant dont le but était de promouvoir et de soutenir les actions collectives des étrangers en France : “Nous nous efforcerons de faire un journal des travailleurs arabes pour répondre aux préoccupations de tous les travailleurs. Il doit être l’expression de leurs luttes quotidiennes et de leurs aspirations.”<sup>(22)</sup> Les convictions universalistes des rédacteurs du journal apparaissent très clairement dans cet éditorial. En choisissant d’unir la lutte spécifique des “travailleurs arabes” à la lutte de “tous les travailleurs”, le MTA se positionne ici comme un interlocuteur potentiel des mouvements militants français. Plutôt que de défendre les droits de leur “communauté”, les immigrants maghrébins associaient ainsi leurs actions aux luttes de tous les opprimés<sup>(23)</sup>.

Contrairement aux Portugais, qui arrivaient dans les années soixante et soixante-dix sans parler le français et sans la moindre expérience institutionnelle de la France, les Maghrébins ne se retrouvaient pas dans un milieu complètement étranger. En raison de leur passé de colonisés, ils parlaient souvent quelques mots de français. La France et son administration représentaient un environnement connu bien que très souvent hostile. Selon un ancien rédacteur d’*Al Assifa*, toutes les informations pratiques ainsi que les nouvelles du pays d’origine étaient échangées dans les cafés. Avant 1974 et la fermeture de la frontière française aux nouveaux immigrants, le va-et-vient constant des Maghrébins entre les deux rives de la Méditerranée garantissait un apport constant d’informations à jour. La fonction première d’*Al Assifa* n’était donc pas d’informer, mais de mobiliser. Il était acheté au café par un ouvrier qui ne savait souvent pas lire mais le prenait par solida-

21)- “Balayer la soumission, s’unir et lutter !”, *Al Assifa*, n° 1 nouvelle édition, avril 1972.

22)- “Éditorial”, *Al Assifa*, n° 2, Paris, octobre 1973.

23)- Cet appel fut très peu entendu par les syndicalistes français, qui refusaient de reconnaître l’existence d’un mouvement militant extérieur à leur organisation. Seule la Confédération française démocratique du travail (CFDT) a soutenu quelques actions du MTA.

rité. De retour au foyer ou à l'hôtel, un ami lettré lisait à haute voix le récit des dernières luttes menées par le MTA et la discussion politique débutait.

Dans ce contexte, comment expliquer le choix d'une publication bilingue alors que la grande majorité des travailleurs maghrébins ne savaient lire ni le français ni l'arabe<sup>(24)</sup> ? L'utilisation de la langue française semblait justifié principalement par le désir des rédacteurs d'atteindre un lectorat de militants français. Mais alors qu'un nombre infime de lecteurs pouvait lire la version en arabe, pourquoi choisir cette option bilingue et les difficultés techniques que cela impliquait à l'époque<sup>(25)</sup> ? Selon un ancien militant, l'utilisation de l'arabe était avant tout d'ordre symbolique<sup>(26)</sup>. Le simple fait de voir un texte imprimé en arabe attirait l'attention de l'ouvrier maghré-

***Al Assifa*,  
n° 7, janvier 1973.**

24)- Selon une étude de 1969, 67,9 % des immigrants maghrébins ne savaient pas lire ou écrire le français et 68,3 % ne savaient pas lire ou écrire l'arabe. "Pour une alphabétisation fonctionnelle", *Hommes & Migrations études*, n° 114, quatrième trimestre 1969.

25)- La section en arabe était écrite à la main à cause de la pénurie d'imprimeries disposant de caractères arabes.

26)- Entretien avec Zine Bribri, le 28 juillet 2003.

27)- Les questions de l'immigration et du retour ne sont jamais abordées dans *Al Assifa*, mais le sont parfois dans d'autres journaux, comme par exemple le journal Tunisien *Al-Ittihad* (UITT).

bin et le sortait provisoirement de sa solitude quotidienne en le rattachant émotionnellement à sa terre natale. Les banderoles des manifestations organisées par le MTA ainsi que les tracts distribués étaient également rédigés en arabe. La simple présence des caractères arabes sur les murs des villes de France renforçait la portée politique et symbolique des actions militantes entreprises par le mouvement.

### *L'immigration, sujet occulté*

L'immigration demeure un des sujets occultés par *Al Assifa*. Contrairement aux nombreux articles publiés dans *Jornal do Emigrante*, le douloureux exil des Maghrébins en France n'est pas abordé par le journal<sup>(27)</sup>. Il semble que la raison principale expliquant cette différence soit la proximité historique, géographique et affective entre la France et le Maghreb. Avant 1974 et la fin de la dictature salazariste, les côtes du Maghreb étaient plus accessibles de la France que les frontières quasi impénétrables du Portugal. Alors que le migrant portugais vivait son séjour en France comme un exil forcé, une rupture tragique avec la terre natale, l'expérience du migrant maghrébin correspondait à une situation transna-



tionale rendant possible des allers-retours réguliers. À l'exception de quelques réfugiés politiques, la grande majorité des Maghrébins avaient la possibilité de rentrer régulièrement dans leur pays, le plus souvent durant les vacances d'été. De plus, les liens avec la culture d'origine pouvaient en partie être préservés dans certains quartiers des villes françaises, comme par exemple la Goutte d'Or à Paris. La présence non négligeable de la musique maghrébine dans ces quartiers permettait aussi de rompre ponctuellement l'isolement des immigrants<sup>(28)</sup>. Pour toutes ces raisons, le vécu transnational des Maghrébins avait pour effet de naturaliser à la fois leur départ vers l'hexagone et leur retour (même temporaire) au pays d'origine. La relation du migrant maghrébin avec la société française semblait plus fluide et plus intime que celle de tout autre étranger. Cette proximité transculturelle favorisait le soutien des intellectuels français qui s'étaient par le passé prononcés en faveur de l'indépendance nationale des pays colonisés. Dans les années soixante-dix, les principaux appuis des immigrants provenaient d'anciens militants anticolonialistes<sup>(29)</sup>. L'analyse du journal *Al Assifa* confirme l'intimité de la relation existant dans les années soixante-dix entre les militants maghrébins et français. En comparaison avec les Portugais, les ouvriers maghrébins étaient plus politisés, plus présents dans les luttes ouvrières, et plus mobilisés pour changer la situation en France. La différence principale entre ces deux populations résidait dans leur désir, ou leur absence de volonté, de changer la société française. Alors que pour les Portugais la France était un pays d'accueil indistinct qui aurait pu tout aussi bien être l'Allemagne ou la Belgique, la France restait pour les immigrants maghrébins l'ancienne puissance coloniale avec laquelle ils conservaient des liens ambigus mais étroits<sup>(30)</sup>.

### *Entre invisibilité et exclusion*

Alors que les immigrants portugais ont toujours revendiqué un mode de vie communautaire et relativement cloisonné, en restant à l'écart de la vie politique et culturelle française, ils n'ont jamais été considérés comme une population posant "problème" à la France. D'un autre côté, alors que les immigrants maghrébins se sont fortement investis dès les années soixante-dix dans le développement social et politique de leur pays d'accueil, ce sont eux que l'on accuse de communautarisme et de refus d'intégration. Pourtant, quoi de plus intégré qu'un ouvrier qui participe à la vie politique et sociale du pays où il vit, alors même qu'il ne peut pas voter ?<sup>(31)</sup>

Deux tracts distribués en 1973 illustrent bien ces contradictions. Le premier, produit par un groupe d'associations portugaises de gauche à l'occasion d'une réunion du 28 octobre 1973, s'intitule "Pour un Portugal dont il ne nous sera pas nécessaire d'émigrer"<sup>(32)</sup>. Ce titre résume clairement la position des militants portugais en France en 1973, qui considéraient l'émigration comme un exil dû à la politique du régime fasciste de Salazar. Toutes leurs actions militantes visaient un changement de régime au

28)- Voir le documentaire de Anaïs Prosaïc et Michèle Coltery, *Trésors de scopytones arabes, kabyles et berbères*, Dum Dum Films, Canal+, 1999.

29)- Par exemple, on note la présence de nombreux intellectuels, tels que Foucault, Genet, Mauriac, ou Sartre, au sein du comité Djellali créé à la suite de l'assassinat d'un jeune à la Goutte d'Or en 1971.

30)- Les liens ambivalents entre la France et l'Algérie sont notamment discutés par Étienne Balibar dans "Algérie, France : une ou deux nations ?", in Étienne Balibar, *Droit de cité : culture et politique en démocratie*, Éditions de l'Aube, Paris, 1998.

31)- Selon Gérard Noiriel, la contestation politique est précisément l'illustration d'une bonne assimilation : "Pour participer à la vie politique [un individu doit] avoir assimilé la culture nationale, intériorisé la langue officielle et les normes qui structurent la vie collective." Gérard Noiriel, *Atlas de l'immigration en France*, Autrement, Paris, 2002, p. 40.

32)- Document du 25 octobre 1973. Article 30, dossier 145, carton 19800042, archives du ministère de l'Intérieur.

Portugal afin qu'il ne soit plus nécessaire d'émigrer quelle que soit la destination. Au même moment, le MTA faisait circuler une pétition antiraciste dans les milieux militants étrangers et français. Elle devait ensuite être envoyée au ministère de l'Intérieur : *"Le racisme en France est un fait. Tous les jours il a ses victimes et souvent ses morts, des hommes qu'on chasse, qu'on abat, pour leur origine, pour leur nationalité, leurs opinions. La junte chilienne vient de nous montrer l'usage que le fascisme sait faire du racisme. Sommes-nous assurés que le danger ne nous guette pas ? Les attentats, les pétitions, les licenciements nous alarment. Nous nous engageons à lutter contre le racisme en utilisant tous les moyens pour faire prendre conscience du péril."*<sup>(33)</sup>

33)- Document  
du 15 octobre 1973.  
Article 158, carton 19850087,  
archives du ministère  
de l'Intérieur.

Ce type de document mettait en avant la volonté des membres du MTA d'interpeller la société française et de la confronter plus directement à ses propres problèmes de racisme et d'intolérance. Les questions soulevées par le MTA n'étaient pas spécifiquement "arabes" mais universelles. En reliant le racisme en France avec les oppressions subies dans les pays arabes ou même au Chili, les militants du MTA présentaient la situation des étrangers en France comme une atteinte aux droits de l'homme plu-

34)- Document  
du 30 novembre 1973.  
Article 158,  
carton 19850087, archives  
du ministère de l'Intérieur.

**Jornal do Emigrante,**  
n° 9, mars 1971.

tôt qu'un problème d'immigration. Il n'est donc pas surprenant que certains des anciens leaders du mouvement, tels que Saïd Bouziri, soient devenus aujourd'hui des acteurs importants au sein de la Ligue des Droits de l'Homme. Cette vocation universelle était également reconnue par les autorités françaises et notamment par la direction des Renseignements généraux, qui déclarait en 1973 que *"le MTA est de tous les mouvements gauchistes, le mieux placé pour cristalliser en son sein les théories développées par l'extrême gauche contre le racisme"*<sup>(34)</sup>.

On peut se demander si ce n'est pas la participation des immigrants à la vie politique qui rendait leur présence plus dérangeante pour le pays d'accueil. La focalisation sur la question du communautarisme masque en réalité une peur liée à la proximité sociale, culturelle et politique des

Maghrébins à la société française. Derrière la dénonciation du prétendu différentialisme de ces immigrants se cache peut-être la crainte sournoise d'un métissage indésiré. Selon Étienne Balibar, une des caractéristiques du racisme "différentialiste" contemporain est qu'il se base sur des signes de différence "*d'autant plus révélateurs qu'ils sont moins visibles*", l'exemple type étant le racisme antijuif<sup>(35)</sup>. Comme les juifs au début du siècle, les Maghrébins de la France post-coloniale se sont vus reprocher leur "différence culturelle" alors même qu'ils affichaient clairement leur volonté de participer pleinement à la vie sociale et politique de la nation.

Alors que les Portugais entretenaient leur différence culturelle et linguistique à l'abri des regards, se sentant trop étrangers pour se mêler aux débats de la vie sociale et politique française, ils n'ont que rarement suscité la crainte ou le rejet. En choisissant de développer stratégiquement leur invisibilité, ils ont pu dans une très large mesure échapper au racisme qui frappait les immigrants post-coloniaux dans les années soixante-dix<sup>(36)</sup>. Les Maghrébins de leur côté ont adopté une stratégie de visibilité, en utilisant leur vie quotidienne comme exemple de la répression sociale, économique et culturelle des populations dominées à travers le monde. En servant de "paratonnerre" au racisme, leur action a permis paradoxalement la naissance d'un débat politique sur la vocation plurielle de la société française. ◀

35)- Étienne Balibar, Immanuel Wallerstein, *Race, nation, classe*, La Découverte, Paris, 1997, p. 37.

36)- Albano Cordeiro, "La communauté Portugaise a été protégée jusqu'ici par le paratonnerre maghrébin", in *Plein droit*, numéro spécial avec IM'média, 1989-1990.